Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

HARIS SEPTEMBRE 2026

N°22

Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

Université Alassane OUATTARA

e.ISSN 2709-5053 i.ISSN 3106-4914

Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques (HARIS)

N° 022 Septembre 2026

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

e.ISSN 2709-5053 **i.ISSN 3106-4914**

Indexations internationales

https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris

Scientific Journal Impact Factor

TOGETHER WE REACH THE GOAL

https://sjifactor.com/passport.php?id=23388

auréHAL
accès aux données de référence de HAL

https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412

Administration de la Revue

Directeur Scientifique : Professeur M'BRA EKANZA Simon-Pierre (Professeur Emérite du CAMES, Université Félix Houphouët-Boigny)

Directeur de Publication : CAMARA Moritié (Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction : KOUAKOU N'DRI Laurent (Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Coordonnateur de Publication : SILUE Nahoua Karim (Maitre de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth (Maître-assistante en Histoire économique, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO Zana (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Péleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou Kouadio Sanguen (Assistant Département de Mathématique et Informatique, Université Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO), Université Alassane OUATTARA)

Website : http://www.revue-haris.org
Courriels : cerriuao01@gmail.com / asriesa2012@gmail.com

Comité Scientifique

-**M'BRA EKANZA Simon-Pierre**, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**KOULIBALY Mamadou**, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**Abdoulaye BATHILY**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Jean-Noël LOUCOU,** Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**KOUI Théophile**, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**Francis AKINDES,** Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**ALLADAYE Comlan Jérôme**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-**SAADAOUI Ibrahim Muhammed**, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies - Tunisie)

-**Ousseynou Faye,** Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Samba Diakité,** Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain**, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-**ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre**, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**GBODJE Sékré Alphonse,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**Syrius AHMADI**, Professeur de Géopolitique (Université Tabbiath Modares de Téhéran- République Islamique d'Iran)

- **Marie Miran-Guyon**, Maitresse de Conférences HDR (École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Paris France)

Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquiel**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAO BI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**GOLE Antoine**, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**POZUELO Yvan,** Professeur d'Histoire Contemporaine, spécialiste de la Franc-Maçonnerie au CIFP Hosteleria y Tourismo (Gijon- Espagne)

-Léo Montaz, Chargé de Recherche, Institut d'Ethnologie (Université de Neuchatel, France)

Adresse aux auteurs

La Revue HARIS parait 4 fois dans l'année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions. Si un numéro doit porter sur un thème précis, cela sera communiqué sur le site de la revue six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue http://www.revue-haris.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.

Sommaire

KOFFI Brou Dieudonné & Tiranké Ibrahima Kalil SACKO
Souveraineté et relations internationales : L'Alliance des États du Sahel et la recomposition des partenariats internationaux 10-22

Daniel Akpolê Koffi YAO
Lecture métaphysique des relations internationales : La triangulation comme méthode d'analyse.....23-35

DIOMAND Aïkpa Benjamin
Le Droit International contemporain à l'épreuve de la conception Marxienne du Droit.....36-47

SERIKPA Gnabro Harding
Les Organisations Non Gouvernementales et la coopération humanitaire comme instruments du Soft Power russe en Asie Centrale postsoviétique (1991-2022) 48-62

BOLOU Bi Sery Anguipla Ange Junior
L'État libéral : Une critique de la neutralité procédurale à la lumière de Charles Taylor.....63-75

Abdoulaye BAMBA & Kouakou Joël KOUASSI
L'Accord de Cotonou : Entre revitalisation et limites des Etats ACP à conduire des négociations (2000-2002) 76-90

ZOUZOU Kouassi Noel
Migration et intégration régionale : Une longue tradition de coopération économique par le bas à travers le cas ivoirien.....91-105

IRIÉ Bi Irié Jean-Marc
Patrimoine spolié : Le bras de fer mémoriel entre l'Afrique et l'Europe.....106-117

Aristide EDZEGUE MENDAME & Jary Herrlich OBORO NTE
Les limites du tropisme militaro-sécuritaire de la coopération sécuritaire régionale et internationale dans le Golfe de Guinée (1990-2023) 118-130

Diamane DIOUF
Les défis de la lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée : Analyse des causes, de l'évolution du phénomène et des perspectives d'éradication.....131-146

Mohamed Lamine MANGA
Colonisation et nationalisme en Guinée-Bissau (1897-1963).....147-162

YAO Kouadio Abel
La diplomatie de suivi en temps de crise : Le cas de la Côte d'Ivoire (2002-2011).....163-172

DIBY Kouadio Jean & KEAROU Detehon Ange Flavy
Les fondements de la politique de développement économique de l'Allemagne Wilhelmienne de 1890 A 1914.....173-185

FAMOUSSA Coulibaly
La Charte des Nations Unies face aux mutations géopolitiques actuelles : Entre montée de l'unilatéralisme et fragilisation de la sécurité collective.....186-201

Arsène Brice BADO
Qui fixe l'Agenda ? Influence des partenaires techniques et financiers étrangers sur les activités des organisations de la Société Civile en Côte d'Ivoire.....202-220

Albert WANVOESSO & Cossi Basile MEDENOU & Miré Germain PALE
La deportación de los negros esclavos al Nuevo Mundo: ¿Problema u oportunidad para el desarrollo de América ?.....221-232

TRAORÉ Moustapha
Der Bau und die modernisierung des hafens von San Pedro: Ein beispiel für internationale zusamenarbeit mit deutscher beteiligung für eine infrastruktur regionaler bedeutung.....233-252

N'Goran Alphonsine KAMENAN épouse GARCÍA & Konan Pacome YAO
La inmigración internacional en España de 2016 à 2026 : una perspectiva económica: 253-269

Dogba Léonce BAWA
El fracaso de la revolución bolivariana y el secuestro de Maduro.....270-285

KONE Yacouba & Logbou Kousso Marie Flora GOSSAN
Espaces et empruntes des femmes fortes durant les conquêtes arabes de 622 à 675.....286-297

Sibiri BAMBA
Nasrul Ilm : Trajectoire et stratégie de déploiement d'un soufisme transnational en Côte d'Ivoire (1994-2023) 298-311

Konan Parfait N'GUESSAN & Djro Bilestone Roméo KOUAMENAN
L'Église et la construction des empêchements de mariage pour parenté en Occident au haut Moyen-Age.....312-326

Dr Mamady BAMBA
De l'Agriculture coloniale à la planification socialiste de l'Agriculture en Guinée : Ruptures ou continuités ? 327-336

Rokiatou BAMBA
La mondialisation dans la presse numérique ivoirienne : Cas de la campagne présidentielle de 2025.....337-356

Clotaire Claver OKOUYA
Gentrification et transformation du paysage urbain de Poto-Poto à Brazzaville (République du Congo) 357-374

BROU Kamenan Marcel & KOUKOUNON Wilfried Gautier & CISSE Fatoumata
Conséquences socio-économiques des accidents hydromorphologiques de 2020 sur l'axe Adjamé-Zoo.....375-386

YÉO Watagaman Paul & YÉO Siriki & YEO Yakatienguelpou
Accès à l'eau, revenus féminins et tensions agropastorales autour des barrages de la sous-préfecture de Karakoro (Nord de la Côte d'Ivoire) 387-403

BOCOUM Moussa Fadiala
Évaluation des politiques de gestion de la forêt classée de Sounsan...404-416

KONE Soulemane
La laudation dans *la Ronde des Jours* de Bernard Dadié et *Refrains sous le Sahel* de Pacéré TiTinga : Une poétique de la célébration de l'identité Africaine.....417-429

ACCÈS À L'EAU, REVENUS FEMININS ET TENSIONS AGROPASTORALES AUTOUR DES BARRAGES DE LA SOUS-PREFECTURE DE KARAKORO (NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE)

YÉO Watagaman Paul
Docteur géographe, Assistant, Unité de Recherche pour le Développement (URED), Université Alassane Ouattara, (Côte d'Ivoire) / yeopaul012@gmail.com

YÉO Siriki
Docteur Géographe, Maître-Assistant, Unité de Recherche pour le Développement (URED), Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire) /yeodekobaf3@gmail.com
Identifiant ORCID : 0009-0002-0129-2220

YEO Yakatienguelpou
Docteur Géographe, Université Alassane Ouattara, (Côte d'Ivoire) / yakinos30@gmail.com

Résumé
Dans le nord de la Côte d'Ivoire, la longue saison sèche limite la production maraîchère. À Karakoro, les retenues d'eau initialement destinées à l'élevage favorisent les cultures de contre-saison, principalement pratiquées par des femmes. Cette recherche vise à analyser la contribution de ces retenues au développement du maraîchage et à l'autonomisation socio-économique des productrices, ainsi que les contraintes qui en limitent les bénéfices. Son intérêt est d'éclairer les relations entre accès aux ressources, revenus féminins et tensions agropastorales pour orienter une gestion durable des espaces partagés. La démarche combine recherche documentaire, observations, entretiens semi-directifs et enquête par questionnaire auprès de 261 maraîchers à Lavononkaha, Dierissonkaha et Pokaha. Les femmes représentent 95 % des personnes enquêtées. La disponibilité de l'eau en saison sèche, les cycles culturaux courts et la proximité du marché de Korhogo permettent plusieurs campagnes. Parmi les femmes interrogées, 89 % estiment que les recettes maraîchères renforcent leur capacité à financer l'alimentation, les soins, la scolarité et certaines dépenses personnelles. Ces bénéfices restent limités par l'exiguïté des parcelles, l'insécurité foncière, l'arrosage manuel, le coût des intrants et les dégâts du bétail. La pérennisation du maraîchage nécessite donc des règles concertées d'accès à l'eau et à la terre, des équipements adaptés et entretenus, ainsi qu'un accompagnement des groupements féminins.
Mots-clés : autonomisation ; conflits agropastoraux ; femmes ; maraîchage ; retenues d'eau.

ACCESS TO WATER, WOMEN'S INCOME, AND AGRICULTURAL-PASTORAL TENSIONS AROUND THE KARAKORO DAMS (NORTHERN IVORY COAST)

Abstract

In northern Côte d'Ivoire, the long dry season limits vegetable production. In Karakoro, reservoirs originally intended for livestock farming support off-season crops, which are primarily cultivated by women. This study aims to analyze the contribution of these reservoirs to the development of vegetable farming and the socioeconomic empowerment of female producers, as well as the constraints that limit their benefits. Its purpose is to shed light on the relationships between access to resources, women's incomes, and agro-pastoral tensions in order to guide the sustainable management of shared spaces. The approach combines literature review, observations, semi-structured interviews, and a questionnaire survey of 261 vegetable farmers in Lavononkaha, Dierissonkaha, and Pokaha. Women accounted for 95% of the respondents. Water availability during the dry season, short crop cycles, and proximity to the Korhogo market allow for multiple growing seasons. Among the women interviewed, 89% believe that income from vegetable farming enhances their ability to finance food, healthcare, education, and certain personal expenses. These benefits remain limited by the small size of the plots, land tenure insecurity, manual irrigation, the cost of inputs, and damage caused by livestock. Ensuring the long-term viability of vegetable farming therefore requires agreed-upon rules for access to water and land, appropriate and well-maintained equipment, and support for women's groups.

Keywords : empowerment ; agro-pastoral conflicts ; women ; vegetable farming ; water reservoirs.

INTRODUCTION

En Côte d'Ivoire, la production maraîchère reste caractérisée par de petites exploitations confrontées notamment au manque de financement, de terre, d'intrants de qualité et d'équipements adaptés (M. Dosso, J. Nandjui et A. Avadi, 2024, p. 13). Ces exploitations jouent pourtant un rôle direct dans l'alimentation des villes et des campagnes. Dans les régions septentrionales, la portée de cette production ne se limite pas au ravitaillement des marchés. À Boundiali, P.-A. Kouakou (2020, p. 101) relève que les recettes du maraîchage servent notamment à acheter des vivres, à financer la scolarité et à faire face aux dépenses de santé.

L'enquête conduite auprès des producteurs de légumes de Korhogo associe également l'orientation marchande à une amélioration de la consommation alimentaire, de la diversité du régime et de l'apport calorique (M. Koné et *al.*, 2025, p. 14). Cette relation se renforce lorsque les ménages sont plus proches des marchés et que leur niveau d'éducation est plus élevé (M. Koné et *al.*, 2025, p. 16).

L'eau demeure pourtant la condition première de cette activité. Dans le nord ivoirien, des retenues initialement prévues pour l'élevage ont progressivement accueilli des périmètres maraîchers, la riziculture irriguée de contre-saison et la pêche (T. Le Guen et D. M. L. Tito, 2001, p. 301).

Les retenues de Karakoro illustrent cette évolution. T. H. Coulibaly, M. Koné et M. Bamba (2025, p. 572) montrent que des femmes disposant le plus souvent de moins de 0,5 ha dégagent des excédents acheminés vers les marchés de Korhogo. Le revenu obtenu peut élargir leur participation aux dépenses et aux décisions du ménage.

Il ne suffit toutefois pas à garantir une autonomie durable lorsque la terre, le crédit ou les équipements restent contrôlés par d'autres acteurs. M. Fall et P. Jacquemot (2023, p. 12) invitent ainsi à apprécier l'autonomisation à partir de trois dimensions liées : les ressources, le libre arbitre et les réalisations.

Le cas de Karakoro se situe ainsi au croisement de trois questions : l'usage agricole d'ouvrages pastoraux, la place des femmes dans l'économie rurale et la concurrence autour des rives. Les travaux disponibles renseignent chacune de ces dimensions, mais rendent moins compte de leur articulation à l'échelle des villages étudiés. La présente recherche cherche donc à établir ce que les retenues changent concrètement dans les pratiques maraîchères et dans les conditions de vie des productrices.

Elle décrit les exploitations installées à Lavononkaha, Dierissonkaha et Pokaha, mesure les principaux apports socio-économiques de l'activité et identifie les limites techniques, foncières et agropastorales qui en réduisent la portée.

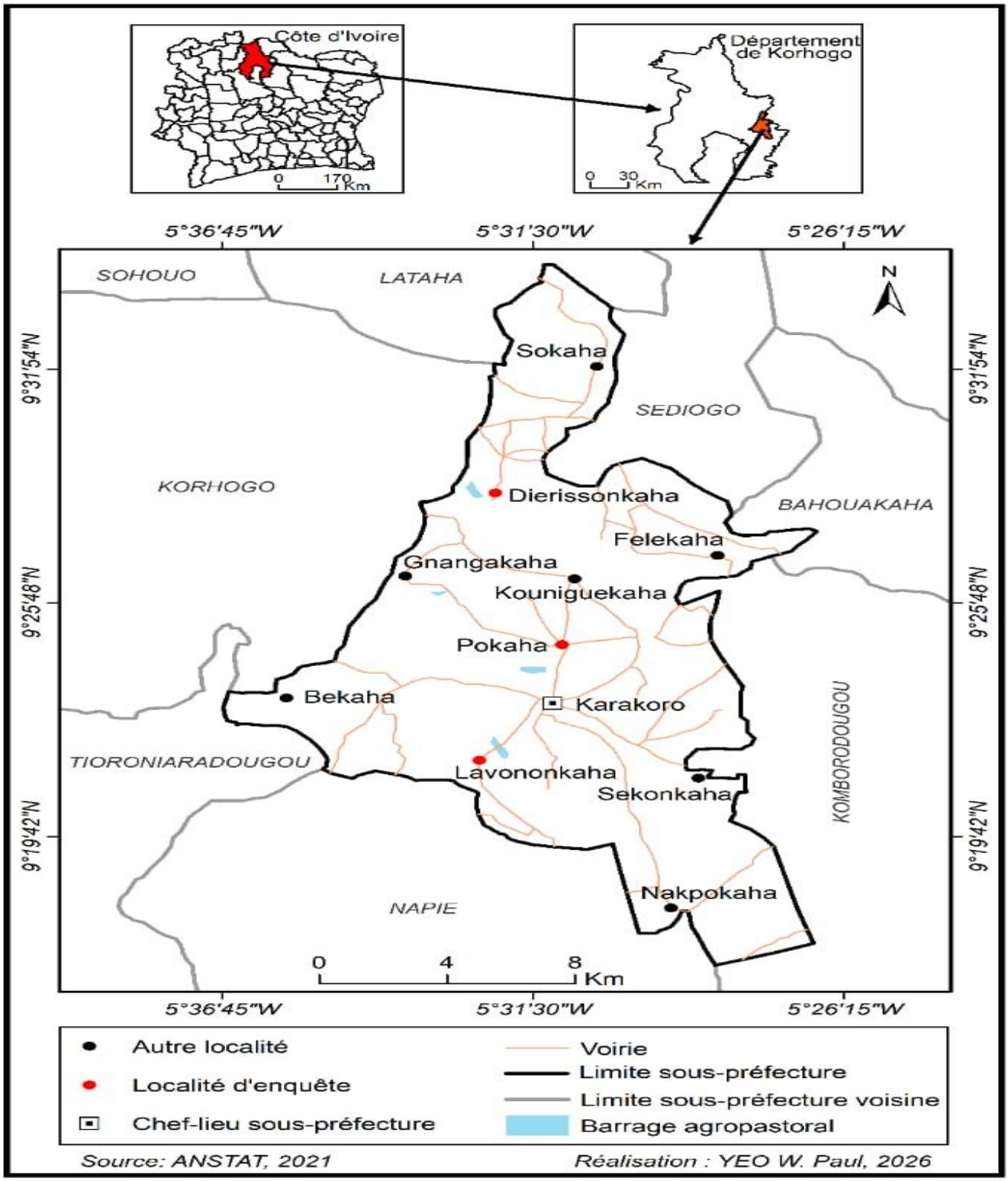
1. MATÉRIEL ET MÉTHODES

1.1. Présentation de l'espace d'étude

Karakoro est une sous-préfecture du département de Korhogo, dans la région du Poro, au nord de la Côte d'Ivoire. Le milieu relève du domaine soudanais, avec une saison pluvieuse suivie d'une saison sèche longue de décembre à avril et une végétation dominée par la savane arborée. L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités. L'anacarde, la mangue et le coton occupent une place importante dans les cultures de rente, aux côtés des productions vivrières et maraîchères. Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat RGPH 2021 évalue la population sous-préfectorale à 22 982 habitants (ANStat, 2022).

Le territoire jouxte le département de Sinématiali au nord, la sous-préfecture de Napié au sud, celle de Komborodougou à l'est et celle de Korhogo à l'ouest (carte 1).

Carte 1 : Localisation de l'espace de l'étude



1.2. Méthodes et outils

La recherche combine des matériaux quantitatifs et qualitatifs. La documentation consultée a permis de situer le rôle des retenues d'eau, les caractéristiques des systèmes maraîchers, les enjeux d'autonomisation féminine et les conflits d'usage en Afrique de l'Ouest, avec une attention particulière portée à la Côte d'Ivoire. Sur les trois sites, l'observation directe a concerné les spéculations cultivées, les modes d'arrosage, l'état du matériel et l'occupation des rives.

Des entretiens semi-directifs ont également été réalisés auprès de responsables locaux, de dirigeantes de groupements et d'agents de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER). Le questionnaire a été administré à 261 producteurs sur les 810 maraîchers recensés dans les localités retenues. La taille de l'échantillon résulte de la formule $n = [Z^2 \times P (1 - P) \times N] / [e^2 (N - 1) + Z^2 \times P (1 - P)]$, avec $Z = 1,96$, $P = 0,50$, $e = 0,05$ et $N = 810$. L'effectif obtenu a été réparti proportionnellement entre les villages, puis les enquêtés ont été choisis de façon aléatoire dans chaque quota (tableau 1).

Tableau 1 : Répartition des maraîchers enquêtés par localité

Localités d'enquête	Effectif total des maraîchers	Maraîchers enquêtés	Proportion (%)
Lavononkaha	400	129	49,4
Dierissonkaha	150	48	18,4
Pokaha	260	84	32,2
Total	**810**	**261**	**100,0**

Source : enquêtes de terrain, janvier 2026.

Après codification, les questionnaires ont été exploités avec IBM SPSS Statistics et Microsoft Excel. Le traitement a porté sur les fréquences, les proportions et quelques croisements utiles à la description des producteurs, des systèmes de culture, des effets socio-économiques et des contraintes. Les propos recueillis au cours des entretiens ont été classés par thèmes, puis confrontés aux observations réalisées sur les sites. La carte de localisation a été produite avec QGIS 3.44.

2. RÉSULTATS

2.1. Caractéristiques des acteurs et des exploitations maraîchères

2.1.1. Facteurs favorisant la pratique du maraîchage

À Karakoro, l'essor des cultures légumières tient d'abord au maintien de l'eau dans les retenues pendant la saison sèche. Les parcelles peuvent ainsi être disposées près des rives et recevoir au moins deux cycles culturaux dans l'année. La durée relativement courte des spéculations, souvent trois à quatre mois, réduit l'attente entre la mise en culture et la

vente. La proximité de Korhogo complète cet avantage en offrant aux groupements un débouché régulier. Le plan d'eau de Dierissonkaha, photographié au mois de janvier, rend compte de cette disponibilité hydrique en pleine saison sèche (photo 1).

Photo 1 : Plan d'eau de la retenue de Dierissonkaha

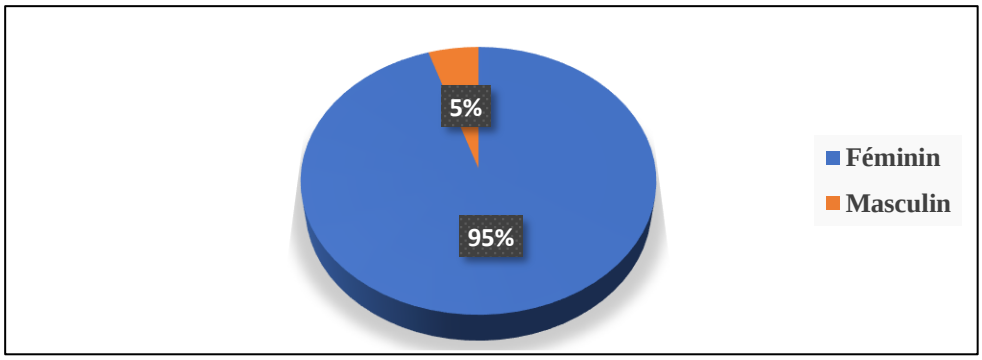
Prise de vue : YEO Siriki, janvier 2026.

L'observation de la photo 1 montre le plan d'eau de la retenue de Dierissonkaha. En janvier, la retenue d'eau contient encore suffisamment d'eau pour alimenter les parcelles voisines. Elle reste un facteur de production essentiel pour les maraîchères. Cette réserve rend la contre-saison possible, mais elle ne dispense pas les producteurs d'un travail exigeant. L'eau est puisée, transportée dans des récipients, puis appliquée à l'arrosoir. L'ouvrage réduit donc le risque d'interruption du calendrier cultural sans résoudre la question de l'effort physique ni celle de l'équipement d'irrigation.

2.1.2. Une activité très fortement féminisée

La composition de l'échantillon fait apparaître une nette domination des femmes dans les activités menées autour des retenues (figure 1).

Figure 1 : Répartition des maraîchers selon le sexe



Source : enquêtes de terrain, janvier 2026.

L'observation de la figure 1 montre une prédominance de la gent féminine. Sur les 261 personnes interrogées, 95 % sont des femmes et 5 % des hommes. Cette répartition renvoie à une division locale des activités : les cultures légumières, associées de longue date à l'alimentation et au petit commerce, sont principalement prises en charge par les femmes, tandis que les hommes s'investissent davantage dans les cultures pérennes (l'anacarde, le coton ou la mangue).

Les quelques hommes présents dans les groupements interviennent surtout lors des travaux physiques, des déplacements ou des échanges avec les services d'encadrement. Ils sont généralement des jeunes déscolarisés, donc sachant lire et écrire. Les productrices réalisent ainsi l'essentiel du travail et de la vente, sans disposer toujours du même accès aux équipements, à l'information technique et aux institutions.

Au-delà du genre, l'âge reste un élément caractéristique des acteurs du maraîcher. Il nous permet d'apprécier les catégories de personnes impliquées dans la culture du maraicher (jeunes, adultes, vieilles). Le tableau 2 ci-dessous nous donne une idée précise.

Tableau 2 : Répartition des maraîchers selon l'âge

Tranche d'âge	**Effectif**	**Proportion (%)**
Moins de 25 ans	26	10,0
26 à 35 ans	72	27,6
36 à 45 ans	96	36,8
46 à 55 ans	46	17,6
56 ans et plus	21	8,0
Total	**261**	**100,0**

Source : enquêtes de terrain, janvier 2026.

Il ressort de l'analyse du tableau 3 que les maraichers dont l'âge est compris entre 26 et 35 ans et 36 à 45 ans sont les plus nombreux. Ils représentent respectivement 27,58% et 36,80% des maraîchers enquêtés soit un total de 64,38% des maraîchers dans la sous-préfecture de Karakoro. Ce fort pourcentage de 64,38 s'explique par le fait que ces femmes dont l'âge est compris entre 26 et 45ans sont des adultes capables de supporter les exigences physiques du travail et qui assument généralement des charges familiales.

Elles sont obligées de s'orienter vers le maraicher afin d'épauler leurs époux dans les dépenses familiales. Ce qui n'est pas le cas pour la tranche d'âge de moins 25 ans et de plus de 46 ans qui totalisent 18% où le poids de l'âge commence à peser sur elles. Par ailleurs, le profil scolaire est également marqué : 75 % des producteurs n'ont jamais fréquenté l'école, 20 % ont suivi le primaire et 5 % le secondaire. Cette situation peut compliquer la lecture des notices, la tenue des comptes et le respect des dosages lors de l'usage des produits phytosanitaires.

2.1.3. Des modalités d'accès à la terre différenciées

L'accès au sol ne suit pas les mêmes règles dans les trois villages. À Pokaha et à Lavononkaha, les autorités coutumières ont mis collectivement des portions de rive à la disposition des groupements féminins. Les bénéficiaires peuvent y travailler en saison sèche comme pendant l'hivernage, ce qui donne une certaine continuité à leurs activités.

À Dierissonkaha, l'accord est plus précaire : les parcelles sont prêtées pour la contre-saison, puis restituées à leurs détenteurs au retour des pluies. Une productrice l'explique ainsi : « Contrairement à nos collègues de Pokaha et de Lavononkaha, notre site nous a été prêté. Nous n'y avons accès qu'en saison sèche, car le propriétaire récupère l'espace pendant la saison des pluies. » (Entretien avec une productrice, Dierissonkaha, janvier 2026). La nature de l'arrangement foncier détermine donc la durée d'occupation du site et la volonté d'y engager des investissements.

2.1.4. Un système de production intensif mais faiblement équipé

Les parcelles sont remises en culture plusieurs fois au cours de l'année. Cette succession de cycles accentue l'épuisement du sol et pousse les exploitants à utiliser des apports organiques ou minéraux ainsi que des produits de traitement. Le manque de ressources financières restreint cependant l'achat d'intrants fiables et de matériel approprié. La daba, la houe et la machette restent les outils courants.

Avec des superficies individuelles allant de 0,12 à 0,50 ha, les unités de production demeurent petites. L'eau est généralement tirée de puits temporaires ou de la retenue, transportée dans des récipients et répandue à l'arrosoir.

Ce mode d'irrigation accroît la charge de travail et limite la surface qu'une productrice peut entretenir (photo 2).

Photo 2 : Arrosage manuel d'une parcelle maraîchère à Dierissonkaha

Prise de vue *: YEO Watagaman Paul, janvier 2026.*

La photo 2 montre une productrice de maraîcher en plein arrosage manuel à Dierissonkaha. La précarité de l'outillage rend difficile le travail et limite le rendement. Par contre, sur le site de Lavononkaha, les maraîchers ont bénéficié d'un dispositif destiné à pomper l'eau de la retenue, à remplir des réservoirs et à l'acheminer vers les planches. Réalisé avec l'appui de la mairie, l'aménagement a d'abord réduit les déplacements et la pénibilité de l'arrosage. Environ un an après sa mise en service, plusieurs éléments du système se sont détériorés. Au moment de l'enquête, des réservoirs, des conduites et des points de distribution fonctionnaient mal ou pas du tout (planche 1).

L'expérience souligne une faiblesse récurrente : sans organisation pour l'entretien, sans pièces disponibles et sans formation des usagers, l'avantage d'un équipement collectif peut être de courte durée.

Planche 1 : Équipements d'irrigation dégradés à Lavononkaha

Prise de vue : YEO Siriki, janvier 2026.

La planche 1 met en évidence l'état de dégradation des équipements d'irrigation utilisés par les maraîchers de Lavononkaha. Leur vétusté et leur mauvais entretien réduisent l'efficacité de l'acheminement de l'eau vers les parcelles, occasionnant des pertes et une irrigation irrégulière des cultures.

Cette situation accroît la pénibilité du travail et limite les superficies pouvant être exploitées, particulièrement pendant la saison sèche.

La réhabilitation de ces équipements apparaît donc indispensable pour améliorer durablement la production maraîchère.

2.1.5. Une production maraîchère diversifiée

Les cultures observées se répartissent en trois ensembles. La tomate, l'aubergine, le piment et le gombo dominent parmi les légumes-fruits. Nous avons également la laitue et le chou qui composent l'essentiel des légumes-feuilles. L'oignon représente le principal légume-bulbe pratiqué par les acteurs (Photo3).

Photo 3 : Une vue de planches d'oignon à Lavononkaha

Prise de vue : YEO Siriki, janvier 2026.

La photo 3 montre plusieurs planches d'oignon à Lavononkaha. Cette culture prédomine les autres pour plusieurs raisons. En effet, les productrices choisissent leurs spéculations en tenant compte de la durée du cycle, du prix des semences, de l'eau disponible et des perspectives de vente. Le motif de conservation reste la raison principale avancée par les productrices. Selon elles, l'oignon peut être conserver jusqu'à trois mois voire plus après sa récolte.

Ainsi, elles peuvent stocker la production et attendre la période pendant laquelle les prix sont jugés intéressants. Ce qui n'est pas le cas pour les autres. La combinaison de plusieurs légumes échelonne les récoltes et limite les conséquences d'un échec sur une seule culture, tout en répondant à la demande des villages et du marché de Korhogo.

2.2. Apports socio-économiques du maraîchage

2.2.1. Une source de revenus et de diversification alimentaire

Dans la sous-préfecture de Karakoro, les effets socio-économiques induits par la culture maraîchère est d'un apport financier non négligeable. Elles sont à la base de l'amélioration des conditions matérielles d'existence en passant par la satisfaction des besoins alimentaires, des besoins de scolarisation et de santé des familles.

En effet, les cycles maraîchers procurent des entrées d'argent plus rapprochées que les cultures annuelles parce qu'ils peuvent être répétés au cours d'une même année. Le maraîchage remplit donc simultanément une fonction alimentaire et une fonction commerciale. Pendant la saison sèche, il évite aussi que le ménage dépende uniquement des revenus de l'anacarde, du coton ou de travaux occasionnels.

Cependant, en l'absence de comptabilité dans la majorité des

exploitations, cet aspect de l'étude a été particulièrement difficile. Néanmoins, les informations que nous avons pu obtenir sont fournies sur la base des approximations (tableau 3).

Tableau 3 : Répartition des maraîchers selon le chiffre d'affaires

Réponses	Effectifs	Pourcentage %
Moins de 100 00	45	17,25
100 000 à 300000	58	22,25
300000 à 500000	120	46
Plus de 500000	38	14,50
Total	261	100

***Source** : Enquêtes de terrain, janvier - Août 2026*

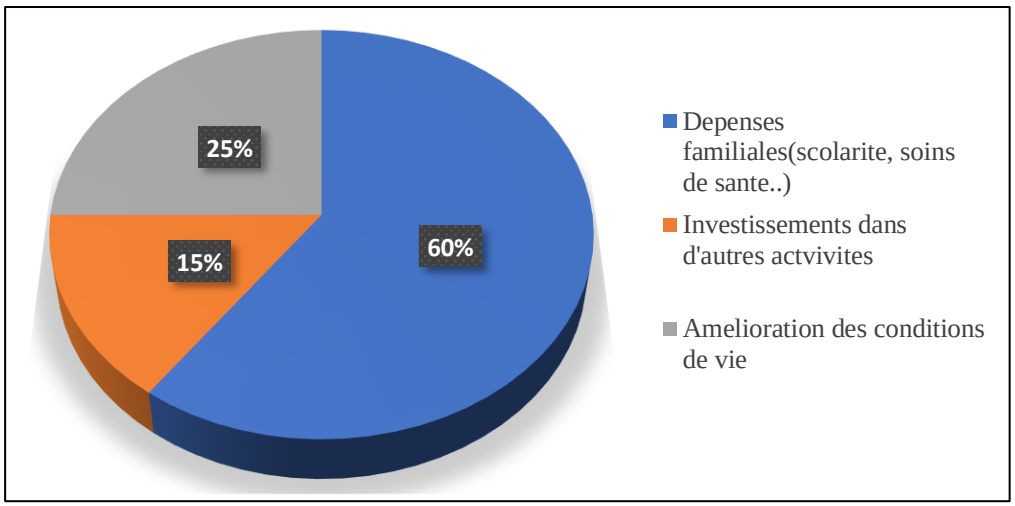
L'observation du tableau 3 révèle que le total des ventes des produits maraîchers varie de moins de 100 000 F CFA à plus de 500 000 F CFA. 17,25 % des producteurs interrogés ont un revenu brut de moins de 100 000 F CFA contre 68,25% qui ont des ventes qui oscillent entre 100 0000 F et 500 000 F *CFA* ; 14,5% des exploitants ont obtenu plus de 500 000 F CFA.

Au regard de ces recettes des maraîchers, nous pouvons dire, sans risque de nous tromper, que le maraîchage dans la sous-préfecture de Karakoro est rentable ; en dépit des moyens techniques rudimentaires mis en jeu, et la petitesse des exploitations maraîchères. En plus de son apport financier, le secteur maraîcher de contre saison est pourvoyeur d'emplois ruraux pour la durée de la saison sèche.

2.2.2. Une autonomisation économique et sociale réelle mais partielle

Pour 89 % des femmes interrogées, l'activité a amélioré leur autonomie économique et sociale. Les revenus tirés de la pratique des cultures maraîchères permettent aux femmes d'améliorer leurs conditions de vie et de prendre en charges certaines dépenses, mais d'investir aussi dans d'autres activités génératrices de revenus (figure 2).

Figure 2 : Répartition des maraichers selon l'usage des revenus



Source : Enquêtes de terrain janvier-Août 2026

Il découle de l'analyse de cette figure que 60% des maraichers utilisent leur revenu pour assurer les dépenses familiales essentiellement constituées de la scolarisation des enfants, les soins de santé, d'habillement etc. Ensuite, 25% des maraichers affectent leur revenu à l'amélioration des conditions de vie qui s'observe à travers la construction de nouvelles maisons modernes en remplacement de celles jadis construites en banco chaumées de pailles ; l'achat de moto comme moyen de déplacement mais aussi des appareils électroménagers.

Par contre, 15% investissent dans d'autres activités génératrices de revenus tels que l'élevage, l'achat de moto tricycle pour le transport. Il faut reconnaitre que le maraîchage permet aux femmes de disposer de recettes personnelles. Celles-ci permettent de régler certaines dépenses sans solliciter chaque fois le conjoint et d'apporter une contribution visible au budget familial.

Le groupement constitue également un espace d'apprentissage et de relations avec les agents d'encadrement ou les autorités. Cette évolution ne doit cependant pas être assimilée à une maîtrise complète des ressources. Les droits sur la terre sont rarement formalisés, le crédit demeure difficile d'accès et les équipements coûteux échappent souvent au contrôle des productrices. Le revenu élargit leur marge d'action quotidienne, mais ne sécurise pas à lui seul les moyens de production.

2.3. Contraintes de la production maraîchère

2.3.1. Des contraintes techniques, financières et foncières

Les difficultés signalées se cumulent : insuffisance du matériel d'arrosage, coût élevé des semences et autres intrants, attaques parasitaires, baisse de fertilité et faiblesse du suivi technique.

Le travail manuel, répété matin et soir, pèse particulièrement sur les productrices. La panne de l'installation de Lavononkaha montre en outre les limites d'un investissement collectif non accompagné d'un dispositif de maintenance. À ces problèmes s'ajoute l'incertitude foncière. Lorsqu'une parcelle peut être reprise à la fin de la saison, la productrice a peu d'intérêt à financer une clôture, à améliorer durablement le sol ou à installer un système d'irrigation.

2.3.2. Des conflits d'usage autour de l'eau et des rives

La fonction première des retenues était l'abreuvement du bétail. Leur mise en culture a ajouté un usage qui occupe désormais une partie des accès à l'eau. Les tensions apparaissent lorsque les animaux traversent les planches, lorsque les parcelles ferment un passage ou lorsque les usagers ne s'accordent pas sur les lieux et les heures de puisage et d'abreuvement.

Les désaccords concernent aussi la réparation des dégâts causés aux cultures. Faute de règles clairement établies et de protections adaptées, les mêmes incidents se reproduisent d'une campagne à l'autre (photo 4).

Photo 4 : Un attroupement de bovins sur les rives du barrage de Dierissonkaha après leur abreuvement

Prise de vue : YEO Yakatienguelpou, janvier 2026

La photographie montre un attroupement de bovins sur les rives du barrage de Dierissonkaha après leur abreuvement. Cette présence importante du bétail met en évidence la vocation pastorale initiale de la retenue d'eau, désormais également utilisée pour le maraîchage. La proximité des troupeaux avec les parcelles expose toutefois les cultures à la destruction, tout en favorisant des tensions entre éleveurs et maraîchers. Une organisation concertée des couloirs d'accès à l'eau et la protection des espaces cultivés apparaissent donc nécessaires pour assurer une coexistence durable des deux activités (Photo 5).

Photo 5 : Une clôture de fortune empêchant les dégâts des maraîchers a Lavononkaha

Prive de vue : Yeo Yakatienguelpou, 2026

La photo 5 montre une clôture sur une parcelle de maraîchères à lavononkaha. Les efforts consentis par les productrices de maraîchers pour protéger les parcelles mises en valeur attestent de leur volonté à protéger les champs des dégâts d'animaux. Malheureusement, étant donné que pendant la période de janvier à mars, les bovins divaguent dans la nature sans un bouvier pour les orienter, les dégâts sont fréquents.

Selon les propriétaires de bovins, les récoltes étant terminées, il n'y a pas de raison de continuer à payer les bouviers pour le suivi des troupeaux. Cela leur permet de faire des économies. Cette situation serait à l'origine des dégâts répétés des cultures maraîchères car développées autour des retenues d'eau où également les bovins viennent s'abreuver.

3. DISCUSSION

Féminisation du maraîchage et portée de l'autonomisation

Le premier trait distinctif du maraîchage étudié est son degré de féminisation : les femmes forment 95 % de l'échantillon. À Boundiali, P. A. Kouakou (2020, p. 93) avait déjà observé une majorité féminine de 68 %. Il montre en outre que les revenus de l'activité contribuent à l'alimentation, à la scolarité et aux soins (P. A. Kouakou, 2020, p. 101).

L'écart entre les deux terrains suggère qu'à Karakoro l'organisation des sites autour de groupements de femmes renforce une spécialisation déjà présente dans le Nord ivoirien. Il tient aussi à l'orientation plus fréquente des hommes vers l'anacarde, le coton et la mangue. Les conclusions de N. Kouassi (2023, p. 444) dans le département de Kouto éclairent cette situation : les femmes gagnent en revenu et en visibilité grâce au maraîchage, tandis que les hommes conservent souvent le contrôle de facteurs de production décisifs.

Les 89 % de réponses positives sur l'autonomie traduisent d'abord une capacité accrue à agir dans la vie quotidienne. Les recettes permettent de payer directement certaines dépenses et rendent la contribution féminine au ménage plus visible. Elles ne signifient pas pour autant que toutes les dépendances ont disparu. M. Fall et P. Jacquemot (2023, p. 12) proposent justement d'appréhender l'autonomisation à partir des ressources, du libre arbitre et des réalisations.

Les observations de A.R.P. Ngalekoua (2024, p. 83) auprès des maraîchères de Brazzaville montrent également que les recettes facilitent la satisfaction des besoins et l'acquisition de biens.

À Karakoro, ces gains coexistent avec des contraintes foncières et financières : l'autonomie se manifeste donc davantage dans l'usage des recettes que dans la maîtrise durable de la terre, du crédit et du matériel.

Retenues d'eau, petites exploitations et insertion marchande

Les superficies de 0,12 à 0,50 ha confirment le caractère familial et intensif des exploitations. Leur petite taille n'empêche pas les productrices de participer au ravitaillement de la ville de Korhogo. T. H. Coulibaly, M. Koné et M. Bamba (2025, p. 572) mettent en évidence cette contribution commerciale des femmes de Karakoro à partir d'exploitations généralement inférieures à 0,5 ha. Ils signalent aussi que certains villages restent faiblement connectés aux marchés urbains (T. H. Coulibaly, M. Koné et M. Bamba, p. 587).

Les données de terrain permettent d'en préciser les ressorts : l'eau reste accessible en saison sèche, les légumes arrivent rapidement à maturité et le marché urbain est relativement proche. M. Koné et *al.* (2025, p. 16) montrent toutefois que l'association entre orientation marchande et sécurité alimentaire est plus forte lorsque les ménages disposent d'un meilleur accès au marché et d'un niveau d'éducation plus élevé. La proximité d'un marché constitue donc un avantage, mais elle ne corrige pas toutes les fragilités de la production.

La question de l'équipement révèle précisément l'une de ces fragilités. L'arrosage manuel limite la superficie qu'une femme peut suivre et augmente la pénibilité, tandis que la panne du dispositif de Lavononkaha montre combien un projet devient vulnérable lorsque l'entretien n'est pas prévu.

À l'échelle de la filière ivoirienne, M. Dosso, J. Nandjui et A. Avadi (2024, p. 13) recensent aussi le manque d'accès au financement, à la terre, aux intrants de qualité et à des équipements adaptés, ainsi que la faiblesse de l'organisation interprofessionnelle.

La recherche d'une hausse de rendement ne peut cependant pas reposer uniquement sur davantage d'engrais et de pesticides. A. Avadi, M. Dosso et R. Ouedraogo (2025, p. 1802) établissent que les impacts environnementaux dépendent en partie de l'intensité des intrants phytosanitaires et préconisent une réduction de l'usage des produits chimiques pour protéger la santé humaine et les écosystèmes. Pour Karakoro, l'option la plus réaliste associerait du matériel simple à réparer, un meilleur usage de la matière organique, des traitements phytosanitaires maîtrisés et un accompagnement technique suivi.

Insécurité foncière et conflictualité agropastorale

Les modalités foncières observées ne procurent pas le même niveau de sécurité. Le don collectif consenti aux groupements de Pokaha et de Lavononkaha offre davantage de continuités que le prêt limité à la saison sèche à Dierissonkaha. Il ne constitue pourtant pas un droit irrévocable : l'accord dépend des autorités coutumières et peut être renégocié lorsque la pression sur les rives augmente. C. Rangé et J. P. Colin (2024, p. 6) expliquent que la sécurité foncière relève d'un environnement institutionnel composé de normes qui légitiment les droits et d'autorités capables de les garantir en cas de contestation.

Cette lecture correspond au cas de Karakoro, où les productrices peuvent utiliser une parcelle sans être assurées de conserver à long terme les améliorations qu'elles y réalisent.

La conflictualité avec les éleveurs est liée au changement de fonction des rives. Des espaces aménagés pour conduire les animaux vers l'eau accueillent désormais des planches et des équipements. Les cultures peuvent réduire les passages, tandis que les troupeaux endommagent parfois les récoltes. N. Kouassi (2023, p. 443) rappelle que les progrès économiques obtenus par les femmes peuvent eux-mêmes susciter des tensions autour du contrôle des ressources.

À Karakoro, opposer définitivement maraîchers et éleveurs serait peu réaliste, car les deux activités dépendent des mêmes retenues. La prévention passe plutôt par une délimitation négociée des parcelles, la conservation de couloirs d'abreuvement, des horaires connus de tous, des clôtures adaptées et une instance locale capable de traiter rapidement les dommages.

CONCLUSION

L'enquête menée à Lavononkaha, Dierissonkaha et Pokaha met en évidence le rôle décisif des retenues d'eau dans le maintien du maraîchage pendant la saison sèche. Autour de ces ouvrages se développe une production variée qui alimente les villages et le marché de Korhogo. Cette activité est portée presque entièrement par les femmes, qui représentent 95 % de l'échantillon. Pour 89 % d'entre elles, les recettes obtenues ont accru la capacité à financer l'alimentation, les soins, la scolarité et des dépenses personnelles. L'effet observé est donc à la fois économique, alimentaire et social.

Cette amélioration demeure toutefois dépendante de conditions que les productrices maîtrisent peu. La petite taille des parcelles, l'effort imposé par l'arrosage manuel, la panne des installations, le prix des intrants, le faible niveau scolaire, l'incertitude

foncière et les dégâts du bétail réduisent les possibilités d'investissement.

Une action durable devrait sécuriser l'usage des parcelles par les groupements, remettre en état les équipements en prévoyant leur maintenance, faciliter l'accès au crédit et renforcer la formation technique. Elle devrait aussi organiser la coexistence entre cultures et élevage autour des points d'eau.

À Karakoro, l'avenir du maraîchage féminin dépend ainsi moins de la seule présence des retenues que de la manière dont la terre, l'eau, le matériel et les conflits seront collectivement gérés.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ANStat, 2022, Recensement général de la population et de l'habitat 2021 : résultats globaux définitifs, Abidjan, Agence nationale de la statistique, Côte d'Ivoire.

AVADI Angel, DOSSO Moussa et OUEDRAOGO Rahim, 2025, « Environmental and socio-economic analysis of the Ivorian market vegetables suburban systems in the context of an agroecological transition », in *The International Journal of Life Cycle Assessment*, vol. 30, n° 8, pp. 1789-1805,

COULIBALY Tiécoura Hamed, KONÉ Mamadou et BAMBA Mansé, 2025, « Contribution des femmes de la sous-préfecture de Karakoro à l'approvisionnement maraîcher de Korhogo (Côte d'Ivoire) », in *Revue Internationale du Chercheur*, vol. 6, n° 3, pp. 571-590.

DOSSO Moussa, NANDJUI Jacob et AVADI Angel, 2024, « Understanding the Ivorian market vegetables production : Is the agroecological transition the right strategy ? », in *Agricultural Systems*, vol. 218, article 103971,
https://doi.org/10.1016/j.agsy.2024.103971.

FALL Marie et JACQUEMOT Pierre, 2023, « L'autonomisation des femmes, une réponse à l'insécurité alimentaire en Afrique ? », in *Afrique contemporaine*, n° 275, pp. 9-38.

KONE Mamadou, KIPKOGEI Shadrack, NCHO Simon et ZHOU Dongli, 2025, « Market-Oriented Agriculture and Food Security : Evidence from Vegetable Farmers of Korhogo, Northern Côte

d'Ivoire », in *Foods*, vol. 14, n° 11, article 1943, https://doi.org/10.3390/foods14111943.
KOUAKOU Paul-Alfred, 2020, « Déterminants de la productivité, de la rentabilité économique et impact social du maraîchage dans la commune de Boundiali, au Nord de la Côte d'Ivoire », in *Revue Marocaine des Sciences Agronomiques et Vétérinaires*, vol. 8, n° 1, pp. 93-102.
LE GUEN Tanguy et TITO DE MORAIS Luis, 2001, « Diversité des utilisations agricoles associées aux retenues d'eau du Nord de la Côte d'Ivoire », in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 54, n° 215, pp. 283-303
N'DA Kouassi Pékaoh Robert, 2023, « Maraîchage de contre-saison dans le nord de la Côte d'Ivoire : entre autonomisation de la femme et conflictualité en milieu rural », in *Ziglôbitha*, spécial n° 006, pp. 435-446.
NGALEKOUA Abdias Rodias Paul, 2024, « Agriculture urbaine et autonomisation des femmes : une analyse à partir des productrices de la ceinture maraîchère de Talangaï à Brazzaville (République du Congo) », in *Economics and Business Strategy Journal*, vol. 5, n° 2, pp. 72-89.
RANGÉ Charline et COLIN Jean-Philippe, 2024, *Genre et foncier : sortir des préconçus pour penser les dynamiques, Une revue de littérature*, Regards sur le foncier, n° 21, Paris, Comité technique « Foncier & développement », AFD-MEAE, 66 p.

Numéro 22 Septembre 2026
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

e.ISSN 2709-5053 i.ISSN 3106-4914

HARIS N°22 Septembre 2026